

Régie des produits pétroliers

M. l'Orateur adjoint: Avant de donner la parole au député de Waterloo-Cambridge (M. Saltsman), je vais la donner au représentant de Qu'Appelle-Moose Mountain, puisqu'il reste encore beaucoup de temps au ministre.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Est-ce à dire que ces rapports ou documents sur la politique de l'énergie ne seront pas publiés avant la fin de juin?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je ne saurais vraiment le dire car cela ne dépend plus de moi, étant donné que les documents en sont actuellement à l'étape de la traduction et de l'impression. J'espère qu'ils seront à notre disposition d'ici un mois, mais je ne saurais être précis sur ce point.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Je me demande si certains des employés me passeraient ces documents en sous-main à l'avance, tout comme ils l'ont fait pour le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, j'insiste pour que toutes les fuites se fassent dans les deux langues officielles.

M. Douglas: Monsieur l'Orateur, le ministre a parlé de déplacer la frontière de la vallée de l'Outaouais vers l'est ou vers l'ouest. A la place, je propose de supprimer complètement la frontière, afin que le pétrole importé, s'il est bon marché, puisse être amené plus à l'ouest et que le pétrole de l'Ouest, s'il est meilleur marché, puisse être amené à l'est en prolongeant l'oléoduc jusqu'à Montréal. Ceux qui préparent le rapport de l'Office national de l'énergie étudient-ils cet aspect?

M. Macdonald (Rosedale): La question est débattue de façon générale. C'est l'un des facteurs sur lesquels j'aimerais m'étendre, car le député en a parlé longuement. Il s'agit de la sécurité de l'approvisionnement en ce qui concerne l'ouverture à venir du marché à l'importation totale.

Si l'approvisionnement international est actuellement difficile, ce n'est pas, comme l'ont dit plusieurs orateurs, parce que les réserves de notre sous-sol ne sont pas suffisantes ou que nous ne pouvons pas en obtenir des pays producteurs, mais plutôt parce que les systèmes de production et de transport sont insuffisants. Il est concevable que nous passions de la situation actuelle où les approvisionnements sont difficiles à une autre où ils seront excellents. Nous devons tenir compte du fait que, si nous ouvrons totalement le marché de l'Est canadien, celui de Toronto de même que celui de Montréal, aux importations étrangères, cela pourrait diminuer l'approvisionnement venant de l'Ouest dans ces régions et, par conséquent, créer un plus grand problème d'insécurité en ce qui concerne l'approvisionnement. Voilà l'un des faits dont nous devons tenir compte avant de donner suite à la proposition du député.

M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge): Monsieur l'Orateur, je me demande si le fait que toutes ces fuites se soient produites depuis que nous avons créé Information Canada a une signification quelconque.

Le problème que j'aimerais soumettre à l'attention du ministre est une question que j'ai soulevée cet après-midi pendant la période des questions, à savoir si le Parlement pourrait étudier le problème des pipe-lines et de la politique nationale relative au gaz et au pétrole. Il devient évident que cette question est d'ordre politique. Je pense que mieux que tout autre, le ministre l'a prouvé par sa

[M. Macdonald (Rosedale).]

déclaration de cet après-midi. Il ne s'agit pas d'une question technique. Tous les députés qui ont pris la parole au sujet de la question du pétrole et du gaz au Canada ont souligné le fait que nous devons trouver une solution d'ordre politique si nous voulons adopter une nouvelle politique nationale.

Je suis d'accord avec ce qu'a dit le ministre, à savoir que l'ancienne politique nationale nous a servi dans une certaine mesure. Mais les bases sur lesquelles cette politique a été créée ont disparu. Elle avait été créée pour tenir compte du fait que l'Alberta avait besoin d'un marché sûr pour sa production, à un moment où les États-Unis n'étaient pas disposés à s'approvisionner. Je pense que nous devons rendre hommage au gouvernement au pouvoir d'avoir formulé une politique nationale dans le domaine du pétrole qui a permis à notre pays de réaliser une bonne affaire. A l'époque, il semblait que nous allions connaître un problème d'excédent. La solution consistait donc à se débarrasser des réserves. Le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (Mr. Hamilton) a peut-être été plus prévoyant que d'autres en supposant qu'il allait y avoir une pénurie, mais à l'époque, toutes les discussions visaient à se débarrasser le plus vite possible du pétrole.

Cette époque est terminée. Nous devons donc reconsidérer totalement la situation. Comme je l'ai dit, c'est une question politique. Le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) a demandé: à qui appartient le pétrole? Lui et le reste d'entre nous sommes socialistes. Nous disons donc que le pétrole appartient au Canada. Nous parlons d'une responsabilité nationale, d'une obligation nationale de partager. Les déclarations du ministre et du député de Qu'Appelle-Moose Mountain font un contraste marqué et prouvent leurs tendances conservatrices. Je ne m'en ferais pas tant si l'Alberta tirait en fait autant d'avantages de l'industrie pétrolière. Mais il semble souvent que l'Alberta se ligue avec les sociétés privées et que les plus gros profits n'aillent pas aux citoyens de l'Alberta mais aux grandes compagnies pétrolières internationales. C'est une situation tout à fait malheureuse.

Il est facile de dire que les Ontariens soulèvent maintenant cette question parce que, leurs réserves de pétrole diminuant, ils aimeraient bien acheter du pétrole bon marché de l'Ouest canadien. L'honorable député de Qu'Appelle-Moose Mountain résumait ainsi la question, «Que l'Ontario cesse de nous harceler». Tenait-il de tels propos il y a dix ou douze ans lorsqu'il introduisit une politique pétrolière nationale qui a coûté au pays, à l'Ontario et à tous les consommateurs du Canada, 1/2 milliard de dollars par an pour l'essence, soit 5c par gallon vendu au Canada? C'était une épée à double tranchant. Le prix du brut de l'Ouest était plus élevé que le prix international et les gens de Montréal payaient plus cher que le prix international affiché. Le prix à Montréal était quelque peu inférieur à celui du brut de l'Ouest, mais il n'en demeure pas moins que ce n'était pas le prix international. Tous les pays du monde, la France, l'Allemagne, et l'Angleterre, achetaient le pétrole brut moins cher et payaient moins de taxes que le Canada. Ce dernier payait plus cher non seulement son propre pétrole mais le brut qu'il importait parce que c'était la politique des prix des compagnies internationales. On établit le prix à Montréal en fonction du coût du transport par oléoduc du brut de l'Ouest vers Montréal, et le chiffre était plus élevé que le prix international affiché.